



Briefing de Bruxelles sur le développement n°23

Sécurité nutritionnelle dans les pays ACP : le rôle central de l'agriculture

Mercredi 15 juin 2011, 8h30 – 13h00

<http://brusselsbriefings.net>

Contexte

Notre sécurité alimentaire ne dépend pas seulement de la quantité d'aliments que nous consommons mais également de leur qualité et de leur diversité. Alors que l'insécurité alimentaire est une priorité politique depuis la crise des prix alimentaires de 2008, une attention moindre est accordée à la question de l'insécurité nutritionnelle, qui affecte pourtant la santé d'un milliard de personnes. La malnutrition ou sous-nutrition¹, souvent surnommée « famine cachée », est une insuffisance en macro- et en micronutriments. Environ la moitié des décès mondiaux sont directement ou indirectement liés à la malnutrition². Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), une personne sur trois meurt ou est handicapée à cause d'une mauvaise nutrition et des carences caloriques.

De nombreux facteurs influencent la production agricole et l'approvisionnement alimentaire des populations pauvres des pays ACP. Il s'agit notamment du changement climatique, de la sécurité énergétique, de la croissance démographique, du chômage des jeunes, de l'acquisition mondiale de terres, de la migration, de l'urbanisation, des pénuries d'eau, de la diminution des envois de fonds des travailleurs expatriés, de la demande en biocarburants, de la réduction des investissements dans la recherche ces vingt dernières années, etc. D'autres facteurs, tels que l'augmentation du pouvoir d'achat des classes moyennes émergentes dans des pays tels que la Chine et la concurrence entre la production alimentaire et de carburants, influencent également la politique alimentaire et soulèvent des questions complexes pour l'agriculture mondiale, qui doit viser à garantir la sécurité alimentaire et énergétique de manière durable d'un point de vue environnemental et social.

En février 2011, l'International Food Policy Research Institute (IFPRI)³ a organisé une grande conférence sur le rôle de l'agriculture dans l'amélioration de la nutrition et de la santé, à New Delhi, en Inde. Les participants se sont penchés sur les liens entre la santé, l'agriculture et la nutrition. Le Briefing de Bruxelles s'appuiera sur le travail récent de l'IFPRI sur cette question.

Principaux enjeux nutritionnels

Le nombre de personnes souffrant de la faim est passé de 842 millions en 1990-1992 à 873 millions en 2004-2006 et à 1,02 milliard en 2009, le niveau le plus élevé jamais enregistré. Celui-ci a ensuite légèrement faibli pour revenir à 925 millions en 2010. La même année, 115 millions d'enfants dans le monde étaient en insuffisance pondérale et 186 millions d'enfants de moins de cinq ans souffraient d'un retard de croissance⁴.

La sous-nutrition chronique affecte un enfant sur trois dans les pays en développement. Chaque année, elle cause la mort de plus de trois millions d'enfants et de plus de 100 000 mères. Elle affaiblit le système immunitaire et met les enfants à la merci des maladies. Elle augmente le risque d'anémie et de décès durant la grossesse et l'accouchement. Elle entrave le bon développement cérébral et retarde l'âge de l'aptitude scolaire et les capacités d'apprentissage et de performance. Les adultes sous-alimentés durant

¹ **Malnutrition** : condition physiologique anormale due à des carences, des excès ou des déséquilibres en énergie, en protéines et/ou en autres nutriments. **Sous-nutrition** : carence physiologique en un ou plusieurs macro- ou micronutriments.

² Organisation mondiale de la santé, « **A Review of Nutrition Policies** », décembre 2010
http://www.who.int/nutrition/EB128_18_Backgroundpaper1_A_review_of_nutritionpolicies.pdf

³ www.ifpri.org et <http://2020conference.ifpri.info/> - Voir également le résumé de 20 pages : « *Highlights From An International Conference* »

⁴ Insuffisance pondérale et famine, voir « *World Health Statistics 2010* », Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2010. WorldHunger.org. FAO. 2011.

leur enfance ont des revenus significativement inférieurs et contribuent moins à la croissance économique. La sous-nutrition réduit le PIB d'au moins 2 à 3 %⁵.

Dans l'ensemble, plus de 2 milliards de personnes souffrent d'un déficit en micronutriments. Depuis 1990, l'espérance de vie à la naissance a augmenté dans toutes les régions, en grande partie grâce à la réduction de la mortalité des nourrissons et des enfants. Cependant, cette augmentation de l'espérance de vie n'est pas harmonieuse et l'Afrique enregistre des progrès plus lents. Environ 80 % des enfants souffrant d'un retard de croissance vivent dans 20 pays du monde. Il s'agit principalement de l'Afrique sub-saharienne et de l'Asie du Sud.

La malnutrition est immédiatement due à un déséquilibre entre l'apport énergétique journalier et les nutriments. Ses causes sous-jacentes sont liées à des facteurs de déséquilibre entre l'offre et la demande, tels que l'insécurité alimentaire des ménages, l'insuffisance des soins apportés aux femmes et aux enfants, des environnements insalubres, notamment au niveau sanitaire et hygiénique, et le manque de services de santé.

Lien entre sécurité nutritionnelle, agriculture et recherche agricole

Les déficits de la production alimentaire sont largement responsables des carences alimentaires des populations pauvres des zones rurales, en particulier les agriculteurs de subsistance, qui doivent produire la plupart des aliments qu'ils consomment. C'est en Afrique que la situation est la plus critique, car les revenus de quelque 70 % de la population dépendent directement de l'agriculture. **L'augmentation de la productivité via l'amélioration des pratiques agronomiques**, notamment l'agriculture de conservation, la rotation des cultures, les variétés à rendement élevé et les fertilisants, peut inverser la dégradation du sol et améliorer les rendements. Un labour minimum permet de conserver la structure du sol et ses nutriments. L'utilisation sélective des herbicides aide les agriculteurs à contrôler les mauvaises herbes et à empêcher les pertes pré et post-récolte, en particulier pour les fruits et légumes délicats et riches en nutriments.

La promotion de la diversification de l'agriculture peut favoriser des régimes alimentaires plus sains (produits horticoles, laitiers et halieutiques) et une meilleure nutrition chez les populations rurales pauvres. Des cultures riches en micronutriments peuvent apporter aux enfants l'alimentation saine dont ils ont besoin. La culture intercalaire de légumes à grains et de céréales, ainsi que l'association entre culture et élevage, peuvent apporter aux agriculteurs ruraux une alimentation équilibrée. Il a également été démontré que certains aliments locaux sont nutritifs et doivent faire l'objet d'une recherche plus intensive. La mauvaise qualité du sol contribue grandement aux carences en micronutriments chez les êtres humains. Si le sol n'est pas riche en nutriments nécessaires, les produits alimentaires ne seront pas équilibrés au niveau nutritionnel. **Les fertilisants enrichis en micronutriments** améliorent la fertilité du sol et aident à renforcer les rendements des cultures les plus nutritives. Il est possible d'introduire des **variétés nutritionnellement améliorées** auprès des **petits producteurs**, notamment le riz enrichi en fer ou le maïs enrichi en protéines, grâce à la promotion par les chercheurs de la nutrition dans la production. Sur les sols pauvres en micronutriments, l'application de petites quantités de nutriments (bore, chlore, cobalt, cuivre, fer, manganèse, molybdène et zinc) peut grandement renforcer la production culturale. Ainsi, on observe fréquemment des carences en cuivre, zinc et molybdène dans les sols acides et à texture grossière d'Éthiopie, du Ghana, du Malawi, du Nigeria, de la Sierra Leone, de la Tanzanie et de la Zambie.

L'enrichissement alimentaire consiste à enrichir les aliments en micronutriments afin de répondre aux besoins alimentaires de base. Les aliments bio enrichis contiennent davantage de micronutriments et sont sources de vitamines et de minéraux essentiels. Par exemple, le riz doré enrichi en bêta-carotène et en fer améliore la condition de 250 millions d'enfants risquant la cécité à cause de carences en vitamine A, ainsi que des 1,4 milliard de femmes souffrant d'anémie à cause d'une carence en fer. Harvest Plus, un programme du CGIAR lancé en 2004, vise à réduire la malnutrition micro nutritionnelle chez les pauvres, en développant et en disséminant des cultures alimentaires de base riches en fer, en zinc et en vitamine A. En collaboration avec plus de 200 agronomes et nutritionnistes mondiaux, le centre s'efforce actuellement d'enrichir les sept cultures de base qui auront l'impact le plus important sur la diminution de la malnutrition micro nutritionnelle en Asie et en Afrique : les haricots, le maïs, le manioc, le millet perlé, le riz, la patate douce et le blé.

⁵ <http://www.parliament.uk/deposits/depositedpapers/2010/DEP2010-0651.pdf>

Remettre la nutrition à l'agenda du développement

L'Aide publique au Développement (APD) pour la nutrition de base n'a pas réellement augmenté depuis 1995. Entre 2005 et 2007, sur les 5 608 millions USD engagés par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, seuls 0,7 % étaient alloués à la nutrition. La Banque mondiale a consacré 12,6 % de ses fonds à la nutrition de base, contre 0,7 % pour le Département britannique pour le développement international (DIFID), 0,3 % pour l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et 0,4 % pour la Commission européenne. Dans un rapport récent intitulé « *Scaling up Nutrition: What will it cost ?* », Horton et al. (2010) affirment que l'augmentation du financement nutritionnel doit s'accompagner d'un renforcement des capacités et des systèmes nationaux de conception, de mise en œuvre, de gestion et d'évaluation de programmes à grande échelle. Entre 2002 et 2007, les grandes nations contributrices – États-Unis, UE et Japon – ont consacré moins de 1 % de leur aide bilatérale au développement à la lutte contre la malnutrition.

Le Brésil a démontré qu'il est possible d'obtenir une évolution importante en relativement peu de temps avec une bonne combinaison d'activités et un soutien au plus haut niveau. Depuis 2003, le programme « *Fome Zero* » est au cœur des efforts du gouvernement pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'engagement politique, allié aux ressources et à la législation (lois et réglementations de mise en œuvre des politiques), est essentiel au succès de ces politiques et programmes. On constate également des résultats positifs dans la promotion de l'allaitement, la réduction du surpoids infantile et la réduction de la consommation de sel et d'acides gras trans.

Le Brésil a déjà atteint le premier Objectif du Millénaire pour le Développement, qui consiste à réduire la pauvreté de moitié. Entre 2003 et 2008, la pauvreté extrême y a chuté de 48 %. La croissance économique a stimulé le développement rapide du pays mais les progrès importants de la lutte contre la pauvreté sont principalement dus à l'amélioration des programmes de filets de sécurité et de la lutte contre les inégalités sociales, économiques et politiques endémiques.

Au Brésil, l'agriculture, la santé et la nutrition sont liées via une approche intersectorielle et des politiques économiques axées sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, sur le droit constitutionnel à l'alimentation et sur l'organisation territoriale des actions locales, afin que production, distribution, consommation et apport en nutriments aillent de pair. Parmi les politiques alimentaires et nutritionnelles majeures, citons l'amélioration de la couverture et de la qualité des soins de santé de base (via des équipes de santé familiale), la redistribution des revenus (en particulier via des programmes de transfert d'argent liquide tels que « *Bolsa Familia* », qui allie accès à l'alimentation et droits sociaux de base tels que la santé et l'éducation), la stimulation de l'agriculture locale (principalement via la production nationale) et le programme de cantines scolaires (qui concerne plus de 45 millions d'étudiants et dont 30 % des produits alimentaires sont achetés à des producteurs locaux).

Au niveau régional ACP, plusieurs grands efforts d'amélioration de la nutrition sont en cours.

La stratégie nutritionnelle régionale africaine 2005-2015 (ARNS) a été adoptée par la Conférence des ministres africains de la santé, organisée à Gaborone, au Botswana, en octobre 2005. Elle a par la suite été adoptée par le Sommet des chefs d'État de l'Union africaine (UA) en janvier 2006 au Soudan. La stratégie reconnaît le fossé entre les efforts de renforcement de la nutrition et d'amélioration du développement socio-économique national. Ce fossé est à l'origine de la chute de l'investissement au niveau international, régional, national et sous-national.

L'Initiative panafricaine de nutrition (PANI) a été développée sous l'égide du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), programme de l'Union africaine. Le pilier 3 du CAADP vise le renforcement de l'approvisionnement alimentaire, la sécurité nutritionnelle et l'amélioration de la réponse aux urgences alimentaires dans la région, via le renforcement de la productivité des petits agriculteurs et l'amélioration des réponses aux urgences alimentaires. D'éminents experts africains et internationaux en alimentation et en nutrition se sont réunis en juin 2010 en marge du 15^e Sommet de l'Union africaine de Kampala, en Ouganda, sur le thème de l'autonomie alimentaire de l'Afrique et de la satiété alimentaire des enfants. L'objectif était de réduire la famine infantile de 50 % dans les cinq prochaines années. Les discussions se sont concentrées sur quatre thèmes : la nutrition des mères, des nourrissons et des enfants ; l'alimentation scolaire via la production locale ; la diversité alimentaire et l'enrichissement des

aliments ; et le bio enrichissement⁶. Il s'agit là de mécanismes essentiels à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et au développement agricole africain.

Les populations du Pacifique sont très exposées à la malnutrition, aux maladies alimentaires et aux maladies non contagieuses. Dans la plupart des pays du Pacifique, plus de 50 % des adultes sont en surpoids et dans certains, plus de 40 % souffrent de diabète. Jusqu'à 80 % des adultes de la région consomment moins que les cinq fruits et légumes journaliers recommandés par l'OMS. Lors du Sommet alimentaire du Pacifique de Port Vila, au Vanuatu, qui s'est tenu en avril 2010, 170 experts de plus de 21 pays du Pacifique, représentant les gouvernements, le secteur privé, les ONG, les groupes confessionnels et les agences de développement, ont adopté l'ambitieux cadre d'action multisectoriel de la région pour la sécurité alimentaire⁷. Celui-ci vise à développer un plan stratégique global orientant les pays du Pacifique vers un accès physique, social et économique à une alimentation suffisante, sûre et nutritive pour l'ensemble de la population.

Dans les Caraïbes, la réunion spéciale du Conseil pour le commerce et le développement économique (COTED), organisée à Grenade en octobre 2010, a adopté un plan politique et d'action régional pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Celui-ci constitue un cadre complet permettant d'assurer un approvisionnement alimentaire adapté, stable et nutritif dans la région.

La voie à suivre

Des études récentes (Berti et al. 2004 ; IFPRI 2007) démontrent clairement que l'amélioration du statut nutritionnel doit faire partie des objectifs des interventions agricoles. Les objectifs de nutrition doivent être pleinement intégrés aux projets et aux politiques agricoles afin d'avoir un impact positif sur la nutrition. L'éducation nutritionnelle doit également être intégrée aux programmes agricoles. Dans ce contexte, le rôle des femmes dans la production alimentaire et les soins infantiles de base doit être reconnu et renforcé tout en promouvant leur accès aux ressources de production. L'une des conclusions de la conférence de l'IFPRI sur le rôle de l'agriculture dans l'amélioration de la nutrition et de la santé est qu'il est nécessaire de développer la recherche sur les liens entre l'agriculture et la nutrition, ce qui nécessitera des efforts collaboratifs multiples dans les régions ACP.

Objectifs du briefing

Afin d'améliorer le partage des informations et de promouvoir le réseautage, le CTA, la DG DEVCO de la Commission européenne, le Secrétariat ACP, Concord et plusieurs médias organisent des briefings bimensuels sur des questions et des enjeux clés du développement rural dans le contexte de la coopération UE/ACP. Le briefing du 15 juin 2011, organisé avec l'IFPRI, se penchera sur les principaux enjeux nutritionnels dans les pays ACP et sur le rôle de l'agriculture dans la sécurité nutritionnelle. Le briefing : i) sensibilisera aux principaux enjeux existants et émergents ; ii) encouragera l'échange d'informations et d'expertise ; iii) alimentera le débat sur les divers points de vue quant aux options politiques.

Groupe cible

Plus de 150 décideurs ACP-UE, représentants des États membres de l'UE, groupes issus de la société civile, réseaux de recherche, acteurs de terrain dans le domaine du développement et organisations internationales basées à Bruxelles.

Sources disponibles

Les informations et les commentaires fournis avant, pendant et après les réunions seront publiés sur le blog des briefings : <http://brusselsbriefings.net/>. Un rapport succinct et un document de fond en format imprimé et électronique seront publiés peu après la réunion.

⁶ À la différence de l'enrichissement alimentaire traditionnel, qui consiste à ajouter un minéral à un aliment récolté et transformé, le bio enrichissement vise à déceler les super aliments naturels afin de renforcer la teneur nutritive de variétés moins riches via la modification génétique ou la sélection des espèces.

⁷ www.foodsecurepacific.org

http://www.foodsecurepacific.org/documents/FINAL%20TOWARDS%20A%20FOOD%20SECURE%20PACIFIC_June1.pdf



Briefing de Bruxelles sur le développement n°23

Sécurité nutritionnelle dans les pays ACP : le rôle central de l'agriculture

Mercredi 15 juin 2011, 8h30 – 13h00

<http://brusselsbriefings.net>

8h00-8h30 Enregistrement

8h30-9h00 Objectifs et Programme du Briefing : *Isolina Boto, Manager, Bureau du CTA/Bruxelles*

Remarques introductives : *Gary Quince, Directeur, Croissance et Développement Durable, DG DEVCO/C, Commission européenne, Dr. Mohamed Ibn Chambas, Secrétaire Général du groupe ACP, Rajul Pandya-Lorch, Leader de l'Initiative 2020 Vision, IFPRI, Michael Hailu, Director CTA*

9h00-10h30 Panel 1 : Sécurité nutritionnelle dans les pays ACP : principaux défis et opportunités

Modérateur : *S.E.M Usman Baraya, Ambassadeur du Nigeria et Président du Comité des Ambassadeurs ACP*

Panélistes :

- Principaux défis et opportunités de la sécurité nutritionnelle
Per Pinstrup-Andersen, Professeur, alimentation et nutrition, Université de Cornell, États-Unis
- Liens entre agriculture et nutrition : la biofortification
Howarth Bouis, directeur, HarvestPlus, États-Unis
- Liens entre agriculture et nutrition : potentiel des approches de chaîne de valeur
Corinna Hawkes, Expert, Chaînes de valeur
- Expérience des producteurs dans l'amélioration de la nutrition et rôle des petits exploitants
Jethro Greene, Coordinateur en chef, Organisation des producteurs des caraïbes (CaFAN)

10h30-10h45 Pause café

10h45-13h00 Panel 2 : Politiques et actions renforçant les liens entre l'agriculture et la nutrition

Modératrice : *Rajul Pandya-Lorch, Leader de l'Initiative 2020 Vision, IFPRI*

Panélistes :

- Actions politiques régionales Stratégie nutritionnelle africaine
Boitshepo « Bibi » Gyose, conseiller senior en sécurité alimentaire et nutritionnelle, Secrétariat du NEPAD
- Actions politiques au niveau national
 - Le cas du Programme "Fome Zero" au Brésil
Dr Jose Graziano da Silva, Directeur Général Adjoint et Représentant Régional pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, FAO
 - Politique nutritionnelle au Rwanda
Faustin Musare, Chargé d'affaires, Ambassade du Rwanda
 - Advocacy, education and capacity development for improved nutrition
Robert Mwadime, Conseiller Principal régional en nutrition FANTA-2, Ouganda

Conclusions : *Dr Jose Graziano da Silva, FAO; Rajul Pandya-Lorch, IFPRI; Michael Hailu, CTA*

Déjeuner